

# ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

du 27 novembre au 4 décembre 2014

## Commission administrative paritaire nationale Techniciens de recherche et de formation

Faites le choix de l'action syndicale,  
déterminée et exigeante, au plus près des collègues



*SYNDICAT NATIONAL  
DE L'ADMINISTRATION SCOLAIRE,  
UNIVERSITAIRE ET DES BIBLIOTHÈQUES*

# VOTEZ



*SYNDICAT NATIONAL UNITAIRE  
DES AGENTS DES COLLECTIVITÉS  
TERRITORIALES ET DE L'ÉTAT*

Membres de la  
FÉDÉRATION SYNDICALE UNITAIRE



### Les bonnes raisons de choisir les candidat-e-s du SNASUB-FSU

#### Nos candidat-e-s sont :

- compétent-e-s, dynamiques, formé(e)s et offensif-ve-s pour défendre vos droits dans les commissions administratives paritaires (CAP),
- à l'écoute de l'ensemble des collègues, qu'ils/elles exercent dans l'enseignement supérieur, les services, les établissements scolaires (ex personnels de labo) ou les grands établissements nationaux...
- attaché-e-s au principe de l'égalité de traitement dans la gestion des personnels et indépendant-e-s de l'administration.

**Ils/elles sauront vous représenter efficacement et vous rendre compte des enjeux et décisions vous concernant.**

Nos candidat-e-s se battront pour faire reconnaître l'investissement quotidien des Techniciens de recherche et de formation, au service de l'acte d'enseignement et de recherche.

Nous le savons, nos métiers ne sont pas reconnus à la hauteur de notre concours au service public. Alors que nous contribuons au quotidien au bon fonctionnement de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la recherche, nos rémunérations et nos carrières sont indignes des missions accomplies. Ce n'est pas acceptable, cela doit changer !

**Nos propositions concrètes d'améliorations pour  
les Techniciens de recherche  
et de formation :**  
**POUR rouvrir le droit à une véritable carrière !**

### 1 - Augmentation des salaires par la revalorisation du point d'indice.

Reconstruction de la grille fonction publique et intégration des primes dans le traitement indiciaire : pas de revenu inférieur à 1 700 euros nets !

Nous exigeons le dégel immédiat de la valeur du point d'indice, bloqué depuis 2010 et le rattrapage du pouvoir d'achat perdu.

Pour **nos services publics** et la défense de **vos droits**  
dans les CAP, du 27 novembre au 4 décembre 2014,

# VOTEZ ET FAITES VOTER

POUR LES CANDIDAT-E-S DU **SNASUB-FSU** et du **SnuACTE-FSU**

## 2 – Droit à la carrière et égalité de traitement.

Dans l'enseignement supérieur, l'austérité des budgets alloués aboutit à des gels de postes et de promotions, remettant en cause le droit à la carrière et à la mobilité. La situation est aussi néfaste pour les collègues des services et des établissements scolaires.

Il est urgent de rétablir l'égalité de traitement et de sortir de tout clientélisme.

Cela passe par l'organisation d'un véritable mouvement national pour les mutations, assurant la mobilité de tous ceux et toutes celles qui le souhaitent, où qu'ils exercent.

Cela passe aussi par des promotions fondées sur des critères transparents et objectifs renouant avec l'égalité de traitement entre les agents. Nous proposons d'étudier un système de promotion par BAP, qui autorise la comparaison des métiers entre eux, en établissant des critères cohérents. Au premier rang de ces critères, il faut reconnaître l'ancienneté.

Et il faut rétablir un concours national avec des jurys indépendants des intérêts des hiérarchies locales.

## 3 - Pour une vraie carrière !

Il faut réduire le nombre de grades en catégorie B (3 actuellement) : la grille de catégorie B doit être reconstruite, dans un premier temps sur 2 grades. Les échelons, significativement revalorisés, doivent offrir une vraie progression indiciaire au passage d'échelon, et la durée dans chaque échelon doit être réduite.

Nous exigeons également un plan pluriannuel de requalification des emplois et des personnels, permettant à tous ceux qui assurent des missions supérieures à leur statut d'accéder enfin à la catégorie A.

Nous voulons en finir avec l'individualisation toujours plus poussée de nos déroulements de carrières et de nos rémunérations qui remet en cause les garanties collectives et ouvre la voie à l'arbitraire et à la mise en concurrence des agents entre eux.

**NOUS REFUSONS LES POLITIQUES D'AUSTÉRITÉ, et nous portons nos revendications, en toute indépendance, hier comme aujourd'hui !**

L'autonomie des établissements universitaires instaurée par la LRU, puis le passage aux RCE, a été catastrophique pour les personnels : l'insuffisance de financement des rémunérations aboutit à de nouvelles dégradations des conditions de travail et du pouvoir d'achat. L'actuel gouvernement 'y a rien changé en ne remettant pas en cause les principes de la LRU, et en maintenant les budgets des établissements sous le joug de l'austérité.

Nous refusons tout démantèlement des services publics et les suppressions de postes qui les accompagnent. Les agents publics et les services publics ne sont pas responsables de l'endettement de l'Etat !

Nous refusons les politiques d'austérité car elles aggravent les inégalités : elles réduisent le pouvoir d'achat des salarié-e-s et des ménages en même temps qu'elles risquent d'aggraver la crise en provoquant une récession généralisée.

Les derniers chiffres rendus publics le montrent : alors que la dépense publique (budget de l'État, Sécurité Sociale, rémunérations des agents publics...) connaît de nouvelles réductions, les dividendes versés aux actionnaires eux ont connu une augmentation de 30%.

**Une autre politique est possible grâce à une répartition différente des richesses produites.**

Une réforme fiscale de grande ampleur pourrait mobiliser les milliards de la finance ou de la fraude fiscale au profit de l'intérêt général. A court terme, la réforme du crédit impôts recherche (CIR), permettrait de réorienter plusieurs milliards d'euros.

Cela assurerait le financement de nos services publics et améliorerait nos conditions de travail. Dans l'enseignement supérieur et la recherche, comme dans l'éducation nationale, cela créerait les emplois nécessaires à l'accomplissement des missions quotidiennes des personnels.

Sortir de cette politique d'austérité permettra d'enrayer enfin le développement très important des situations de stress et de souffrance au travail.

**Pour nos services publics  
et la défense de vos droits dans les CAP,  
du 27 novembre au 4 décembre 2014,**

**VOTEZ ET FAITES VOTER**

POUR LES CANDIDAT-E-S DU **SNASUB-FSU** et du **SnuACTE-FSU**